

La méforme universitaire

Le site du Ministère de l'enseignement supérieur vient de publier un communiqué du conseil des universités comportant une révision des grades des enseignants-chercheurs passant de 4 à 2 grades: les Maîtres de conférence et les Professeurs de l'enseignement supérieur. Le document fixe également les conditions de promotion d'un grade à un autre.

En voie d'effondrement, l'université tunisienne a voulu que chaque ministre imagine sa petite réforme, met en place une commission avec moult réunions, assemblées, communiqués, compte-rendu dans une incessante et incroyable débauche d'énergie.

Ajoutons à cela la décision d'un sit-in de protestation de la Fédération syndicale des universitaires qui nous fait craindre "la malédiction de Sisyphe" et un retour vers des scénarios de réforme semblable à ceux du temps du "Makhlou3".

Faut-il rappeler que repenser le métier des enseignants et chercheurs nécessite un projet, une vision qui supportent et légitiment les nouveaux modes d'exercice proposés? Sinon assisterait, comme dans ce document, à une série de mesures administratives reproduisant, presque à l'identique, la nomenclature des grades de l'université française promulguée en..... 1984.

Heurs et malheurs des universitaires

Réviser le statut des universitaires, c'est toucher à la colonne vertébrale de l'institution universitaire; c'est la remettre sur pied et lui redonner du sens dans un contexte de décomposition et de réglementation totale et générale.

En principe, un universitaire est censé enseigner, préparer les cours et les examens, les corriger, encadrer les étudiants, participer aux jurys, aux conseils scientifiques et commissions nationales, diriger des thèses ou des masters remplir des procès-verbaux, des rapports, des dossiers, assumer des tâches de direction, de département, d'unité de formation et de recherche, expertiser des dossiers, diriger des institutions, des revues, des collections, assister ou organiser des séminaires et des colloques, écrire des ouvrages ou des articles, etc

En fait-et si on met de côté les discours politiquement corrects-force est de constater que la lassitude et le découragement ont gagné un nombre grandissant de collègues.

La vie collégiale est presque éteinte dans un grand nombre d'institutions. Les réunions de département, les jurys, l'encadrement, l'animation des labos et tout

ce qui fait la vie de l'université et de l'universitaire sont devenus le lot d'une minorité. Ajoutons à cela qu'absentéisme et démission de certains ont développé un sentiment de solitude chez ceux qui veulent continuer à y croire.

Les sessions de recrutement des enseignants-chercheurs sont de plus en plus entachées de soupçons quant à l'objectivité et à l'impartialité des jurys. Les postes ne seraient plus accordés au plus méritant, mais à celui qui assure déjà des vacances sur place ou à son propre protégé qu'on a prévu d'installer. Les candidats, plein d'espoir et d'angoisse, ont, par conséquent, souvent l'impression de faire de la figuration. En définitive la schizophrénie nationale a atteint la communauté universitaire. Nous sommes devenus des électrons libres, étrangers à nous-mêmes, à notre mission et à nos institutions dont on ne maîtrise plus ni les codes ni le mode de fonctionnement.

Soliloque des enseignants et apathie des étudiants

Nos vis-à-vis, notre miroir réfléchissant, les étudiants, sont précarisés et inculturés par des conditions de vie et d'études de plus en plus insupportables.

Les cours sont, depuis un moment, une sorte de monologue complet et permanent. On ne sait plus si on ennue ou on intéresse les étudiants qui ingurgitent ce que l'on leur sert dans une posture de totale apathie. Discussion, critique, débat font, depuis longtemps, partie de l'histoire ancienne de l'université tunisienne. En clair, les premiers cycles sont une sorte de lycée où il faut s'efforcer d'apprendre aux étudiants à construire une phrase ou une idée.

Il y'a une vingtaine d'années, le Ministère a décidé, par une circulaire, de doper le taux de réussite des étudiants du 1er cycle. Cette mesure qui consiste à obtenir à tout prix une bonne moyenne nationale de réussite, se révéla une gigantesque illusion. On s'aperçut très vite que cette contorsion purement statistique ne correspond pas à une amélioration pédagogique ou à des compétences réelles capables de stopper l'accroissement exponentiel de la cohorte des chômeurs.

Consommateurs amorphes des enseignements qu'on leur prodigue, les étudiants vivent leur scolarité avec une calculatrice qui les aide à opérer une gestion de boutiquier de leurs notes, coefficients,...prêts même à frauder, à acheter des sujets. Un phénomène dont l'amplitude et la fréquence devraient faire réfléchir plus d'un.

Nos étudiants sont, le moins qu'on puisse dire, sceptiques quant à la valeur des diplômes qu'on leur délivre, qu'ils savent difficilement monnayables sur le marché du travail, du moins pour les filières généralistes.

Nombreux sont ceux qui opèrent une rallonge à leurs études en s'inscrivant dans des masters en vue d'échapper au face à face avec le chômage.

“Dégage” la vieille université

Les traits de ce bilan sont volontairement forcés afin d'alerter les acteurs de la réforme de l'enseignement supérieur sur les dangers d'une alternative à l'université agonisante qui serait parachutée et copier-coller des systèmes universitaires étrangers.

Le Ministre de l'enseignement supérieur, les présidents d'université, les cadres syndicaux et tous les acteurs de la réforme sont redevables aux dizaines de milliers de diplômé(e)s chômeurs qui ont accompli le miracle tunisien: faire fuir le 14/01/2011 un dictateur arabe. Nos jeunes aspirent à une université qui ne soit pas une greffe artificielle sur le corps malade de leur propre société. Ces mêmes jeunes rêvent d'une université qui les aide à recouvrir la dignité, la citoyenneté et un avenir.

Pour ce faire, il est nécessaire d'administrer un véritable “DEGAGE” à la vieille institution académique, celle qui vit un jour 1000 universitaires supplier BEN ALI de candidater en 2009 pour un 5ème mandat. La honte.

Moncef Ben Slimane

Prof.(Universitaire, ex-SG du syndicat de l'enseignement supérieur)